

Ce n'est certainement pas la tirade présidentielle sur les Français ramenés à «**66 millions de procureurs** », qui restaurera la confiance envers le pouvoir....

Ce discrédit de la parole des gouvernants et des « experts » est à mettre en relation avec le sondage Ipsos publié par *Le Monde* du 21 janvier, qui révèle les aspirations prioritaires des citoyens.

Sont plus particulièrement mis en avant, l'aide aux petites et moyennes entreprises, l'aide aux jeunes, le pouvoir d'achat et l'amélioration de la situation des catégories populaires.

En clair, c'est l'attente de justice sociale qui s'exprime fortement.

Nous l'avons déjà souligné, la France affronte une série de crises :

- la crise Épidémique et ses retombées en matière de crise sanitaire, dans le contexte de détricotage des moyens de l'État afin de faciliter sa sujétion aux exigences du capital.
- la crise économique et sociale, qui prend désormais une dimension historique.
- la crise politique, avec la déstabilisation de plus en plus poussée de la V^{ème} République et avec l'éloignement de plus en plus prononcé des classes populaires envers les mécanismes traditionnels de la représentation politique et institutionnelle.

Toutes ces crises sont en train de se nouer dans une dynamique que ni la classe dominante, ni les gouvernants, ni les forces politiques au pouvoir ne sont plus en état de maîtriser.

L'un des facteurs nouveaux, qui peut agir comme un détonateur, est sans doute le sentiment d'humiliation qu'éprouvent la nation et ses habitants.

C'est cette nouvelle imbrication de la question sociale et de la question nationale qui va dominer les séquences électorales des Régionales et Départementales.

Le débat politique se reconfigure dans la perspective de ces deux rendez-vous avec le risque majeur que du côté de la gauche, du monde du travail et des citoyens n'apparaissent d'issues crédibles.

Cela peut parfaitement nourrir les projets les plus réactionnaires et ouvrir l'espace à une solution autoritaire.

Mais, rien n'est pour l'heure figé à gauche. Les débats et les configurations, tout comme les positions des divers partis qui la compose sont probablement appelés à évoluer encore.

Il ne s'agit pas là du résultat d'une stratégie à la carte, mais de décisions des communistes prenant en compte les situations locales, départementales et régionales sur la base de nos objectifs.

Nous entrons dans un moment de décisions pour les semaines qui viennent.

Nous sommes la force politique qui parle à tous et nous sommes reconnus et sollicités pour des accords.

Il appartient au Parti communiste d'être l'un des acteurs offensifs.

Il s'agit d'abord du combat incontournable contre la domination du capital, pour poser les questions d'un nouveau rôle de la puissance publique envers les banques et les grandes entreprises, des pôles public à construire et des services publics à redéployer pour piloter autrement l'économie, d'une autre utilisation de l'argent et d'une redistribution des richesses afin de répondre aux besoins de nos Régions et du Pays.

Il s'agit aussi de la réponse aux besoins de Sécurisation de la Santé, de l'Emploi, de la Formation, du Système des Retraites pour chacune et chacun.

La question est à présent posée d'un nouvel âge de la Sécurité Sociale, parachevant l'œuvre du Conseil National de la Résistance et d'Ambroise Croizat.

Il s'agit également de l'indispensable reconquête industrielle, comme moteur d'un nouveau mode de développement, socialement juste et écologiquement soutenable dans nos départements.

Et il s'agit, enfin, de redonner à la France et à ses citoyens leur pleine souveraineté.

Ici, la refondation de la République, de l'entreprise et des territoires jusqu'à l'État, avec de nouvelles institutions et de nouveaux pouvoirs pour les citoyens et pour les travailleurs à l'entreprise, va de pair

avec une réponse forte à l'aspiration montante à la récupération de la souveraineté de la nation, condition pour que celle-ci soit en mesure de peser en faveur d'un nouvel ordre du monde et d'une autre construction européenne.

Sur tous ces points, le **Parti Communiste Français** dispose de réponses fortes et singulières, qui peuvent permettre de faire bouger les lignes politiques dans la « **gauche toute entière** », de partir à la reconquête des classes travailleuses et populaires qui se sont détournées des urnes et de la politique au fil du temps.

Pour cela, Il nous faut engager un grand débat sur nos projets avec les Français, afin de créer les conditions d'une redistribution des cartes à gauche avec un véritable contenu progressiste, condition indispensable pour un rassemblement des gauches.

Le 22 février 2021

William MATHEVET (83)